

XVIII^E CONGRES INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES
DU 27 AOUT AU 3 SEPTEMBRE 1995 À MONTREAL

Institut de la Théorie
Générale de Droit et
de l'Etat ainsi que la Philosophie politique

Institut du Droit Public
International et de Droit
Public des Etrangers

Rapport sur le rôle politique de la
classe ouvrière en Afrique

LE RÔLE POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE: MYTHE ET RÉALITÉ

En Afrique, la classe ouvrière est l'un des instruments pour libérer les peuples de l'emprise étrangère aussi bien coloniale que néo-coloniale.

Cette libération se manifeste de différentes manières et souvent en union avec les autres couches du mouvement social de libération nationale.

La classe ouvrière joue aussi le rôle d'instrument d'émancipation sociale, de développement ainsi que de promotion de masse. On sait que le système colonial a généralisé le travail forcé et les grands travaux collectifs.

Cependant, si l'on prend le cas de l'Afrique, la solidarité entre travailleurs n'a pas surmonté les vieux antagonismes ethniques: la mobilité de la main-d'oeuvre, le caractère précaire de nombreuses entreprises, le pourcentage élevé de citoyens de fraîche date, tout cela explique notamment un tel relâchement. Ici, la première impression dominante est celle de l'extrême émiettement de la population salariée, et c'est l'une de ses plus grandes faiblesses.

Démuni, le travailleur africain ne peut pourtant forger son unité de classe et trouver un dynamisme qu'en s'organisant dans le cadre du syndicalisme.

En Afrique, après l'indépendance, le manque de rigueur idéologique des forces, que suivaient massivement les classes laborieuses et qui voulaient ébranler la domination néo-coloniale, n'a pas permis au prolétariat africain en

général d'accéder à la pleine maturité de sa conscience de classe et de savoir identifier l'égoïsme des politiciens bourgeois à la cruauté de la machine répressive du système néo-colonial. Les manifestations de la lutte syndicale elle-même ont toujours été réprimées aussi prématurément et sauvagement que possible de façon à ne pas laisser la classe ouvrière découvrir combien sa force véritable est grande, ses intérêts spécifiques et combien la solidarité ou la loyauté de ses alliés petits-bourgeois sont circonstancielles et alléatoires.

L'expression *nation africaine* désignerait un ensemble d'Etats partageant un certain nombre d'idéaux et de valeurs, comme par exemple la démocratie, la solidarité, la justice sociale, et l'autonomie par rapport à l'extérieur. Introduire dans la théorie la démocratie comme objectif de mouvement panafricaniste est essentiel. Si, en effet le rattrapage économique et technologique ne peut être réalisé, sinon dans plusieurs siècles (et encore), le rattrapage démocratique est d'avantage à notre portée, à condition que les acteurs, à commencer par le groupe dirigeant et son Etat veuillent jouer le jeu.

De plus, il faut mettre la théorie en relation avec l'évolution du système mondial. C'est dire qu'il faut examiner la situation mondiale d'où se dégagent cinq tendances principales:

- La domination des forces du marché dans tous les domaines, le culturel et le social compris: tout travail qui ne produit pas de marchandise efficacement est dévalorisé, comme est dévalorisé aussi le service public au profit du privé.

- La dérégulation touche particulièrement le système financier et le contrat de travail: la spéculation financière se développe en même temps que le statut du travailleur se dégrade.

- L'instabilité du système global découle de l'inefficacité grandissante des politiques économiques pour deux raisons: la perte de l'hégémonie américaine qui donnait le ton en matière de politique monétaire et tarifaire; et l'émergence de l'Europe Occidentale et du Japon comme deux autres pôles.

- L'écart technologique entre le centre et la périphérie se creuse encore d'avantage avec l'apparition d'une nouvelle génération: le nucléaire, les techniques de l'espace,... l'exploration des fonds sous-marins, la lutte contre la pollution, etc....

- La grande diversification à la périphérie du système économique (nouveaux pays industriels, quart monde etc.). L'Afrique noire est au bas de l'échelle de cette périphérie. Ce sous-continent qui fut d'abord réserve de main d'oeuvre du XVIème au XVIIIème siècle, ensuite de matières premières, d'énergie et de produits alimentaires, semble avoir perdu toute utilité pour le système global. Les marchés internes des pays sont étroits car les revenus moyens sont

très bas. C'est dire que même pour passer du statut du Quart Monde à celui du Tiers Monde, l'unité s'impose en Afrique. Les problèmes à résoudre sont si importants, que l'intégration économique, sans unité politique est une formule stérile.

De manière générale, aucune de ces tendances n'est spontanément favorable à l'unité africaine. Elles indiquent par contre clairement que le temps travaille contre elle.

La fin du système autoritaire en Europe de l'Est est peut-être une condition favorable à l'unité seulement dans la mesure où l'Occident accepte aussi de retirer son appui aux régimes répressifs africains; les exemples des 5 dernières années, allant de 1990 à 1995, montrent que l'Occident demeure l'allié de ces régimes.

Dans la plupart des pays africains, après l'indépendance, le manque de rigueur idéologique des forces, que suivaient massivement les classes laborieuses et qui voulaient ébranler la domination impérialiste, n'a pas permis au prolétariat d'accéder à la pleine maturité de sa conscience révolutionnaire de classe et de savoir identifier l'égoïsme des politiciens bourgeois à la cruauté de la machine répressive du système néo-colonial. En Afrique des indépendances les manifestations de la lutte syndicale elle-même ont toujours été réprimées aussi prématurément et sauvagement que possible de façon à ne pas laisser la classe ouvrière découvrir combien sa force véritable est grande, ses intérêts spécifiques et combien la solidarité ou la loyauté de ses alliés petits-bourgeois sont circonstancielles et aléatoires. Par exemple, les références à "l'authenticité zaïroise" continuent à jouer, quoique mal, le rôle de support de la citoyenneté "zaïroise", tandis qu'ailleurs, les appels au tribalisme ont échoué dans leur tentative pour diviser la population et ruiner la révolution populaire.

De son côté, la paysannerie qui compte plus de 80% de la population africaine et s'étend sur plusieurs millions de km² de forêt et de brousse dans un cadre naturel généreux est capable de nourrir plusieurs centaines de millions d'habitants. Cependant le paysan congolais que l'on voudrait "zaïrois" se livre aujourd'hui à la cueillette, la chasse, la pêche, l'agriculture et le petit élevage selon des méthodes archaïques dans une économie de stricte subsistance où ses besoins essentiels ne sont pas satisfaits, tandis qu'il reste en proie aux maladies tropicales et endémiques, à la détérioration constante des prix de vente de son surplus, à la baisse incessante de son pouvoir d'achat monétaire, à la hausse continue des articles de première nécessité, au poids d'une fiscalité envahissante, alors qu'aucune infrastructure ne se soucie de sa santé, de son éducation et de son progrès social, économique et culturel.

Après avoir été écrasée sous le poids des travaux forcés coloniaux, la paysannerie africaine en général a été abandonnée à elle-même hors des circuits en développement avec l'apparition des moyens modernes d'extraction et d'évacuation des matières premières. Le refus de sa condition d'exploitée taillable et corvéable à merci l'avait conduite de longue date à se réfugier dans un style primitif de vie où la recherche de la liberté se confond avec l'adaptation systématique à un niveau de pauvreté de plus en plus marqué. La mentalité traditionaliste se vit encore comme un processus ininterrompu d'appauvrissement.

L'un des défis les plus redoutables que doit affronter toute révolution africaine consiste donc à créer les institutions qui réussissent à casser ce manque de dynamisme physique, de motivation psychologique, de stimulant social, et à donner libre cours au formidable potentiel révolutionnaire que recèle notre paysannerie.

Il nous semble en tout premier lieu que les campagnes africaines parviendront difficilement à s'enthousiasmer et bouger dans la bonne direction sans que la classe ouvrière n'atteigne un haut degré d'organisation productive et un très haut niveau de conscience prolétarienne. Après les indépendances plusieurs expériences révolutionnaires africaines ont échoué parce qu'elles ont cherché des solutions socio-économiques s'appuyant sur des forces sociales (surtout la petite-bourgeoisie et les couches urbaines et rurales qui lui sont idéologiquement assimilables) n'ayant pas de vocation historique révolutionnaire à l'époque actuelle.

Seul le prolétariat, organisé dans une structure capable de s'adjoindre tant les migrants qui trainent dans les bidonvilles et le secteur économique dit informel, peut avec succès affronter les luttes, les privations et les sacrifices inhérents à tout processus révolutionnaire en ce moment où l'impérialisme atteint un niveau de répression policière, une volonté de chantage nucléaire et un pouvoir corrompateur sur les classes sociales dominantes et intermédiaires d'une puissance jamais égalée dans le passé.

La conscience prolétarienne de classe, qui ne naît pas spontanément dans les sociétés sous-développées où les vagues de contestation n'atteignent pas toutes, loin de là, la dimension idéologique de la domination bourgeoise, doit être stimulée, illustrée, amplifiée et prêchée sur tous les tons, afin d'empêcher l'Etat néocolonial, les entreprises, les cadres, les travailleurs de vivre au-dessus de leurs moyens et des ressources nationales. Justement la faillite du secteur public due à l'imitation des modèles bourgeois de gestion et de consommation a fait reculer toutes les expériences de développement en Afrique.

Une alliance ouvriers-paysans effective et résolue suppose la prolétarianisation d'une partie significative de la masse laborieuse aussi bien en ville qu'à la campagne, accompagnée d'une gestion saine et équilibrée, drastique au besoin, des comptes des entreprises publiques et coopératives.

L'importance capitale de cette question doit nous conduire à formuler des propositions susceptibles de déclencher des réflexions et des décisions de décisive envergure pour réentreprendre la révolutionnarisation des conditions de travail et de vie dans les campagnes africaines.

L'une des questions majeures qui, désormais se posent en Afrique est sans nul doute la question paysanne. Celle-ci comporte plusieurs aspects, notamment la coexistence antagonique de deux secteurs d'activités agricoles, l'un traditionnel, autochtone, de taille modeste (exploitations familiales des paysans villageois); l'autre moderne, souvent exogène et extraverti (exploitations agro-industrielles, petites et moyennes entreprises). Le premier, c'est-à-dire, le secteur traditionnel, est le plus important des deux en ce que c'est lui qui nourrit la plus grande partie de la population. Bien plus, tout le monde, pratiquement, y compris le citadin, devrait pouvoir vivre de l'agriculture paysanne; mais c'est précisément le secteur qui souffre d'une insuffisance, d'un manque presque total de moyens d'encouragement, pendant que le secteur moderne est doublement favorisé:

1. pratiquement comme seul objet de sollicitude promotionnelle de la part des pouvoirs publics et des institutions financières et
2. comme modèle et logique d'organisation des opérations de développement rural, au mépris de la rationalité paysanne traditionnelle.

Alors que les masses paysannes sont assujetties à un système d'exploitation multiforme, les élites dirigeantes ont entre leurs mains le contrôle des infrastructures économiques ainsi que de la police et des lois. Nouvelle perception de l'Etat, culture politique, société civile, volonté de se prendre en charge -toutes ces notions sont condamnées à rester les coquilles creuses d'une démocratie de façade si les nouveaux gouvernements africains élus ne défendent pas résolument les intérêts de tous les groupes de population et ne sont pas contraints de rendre des comptes à la population.

L'autre problème-clé, tient au rôle des paysans dans le système politique. La démocratie ne peut survivre que si les intérêts de la population rurale figurent au centre de la politique de développement. Or dans l'état actuel des choses, la démocratie en Afrique risque de n'être qu'un processus citadin.

Il faut considérer la libération nationale et sociale comme deux étapes d'un même processus et voir dans le prolétariat et la paysannerie les principales forces matrices de ce même processus.

Toutes ces questions sont aussi en rapport avec celle de l'exode des masses et de la mutation sociale. La majeure partie des personnes qui ont quitté leur pays fuit la famine, les catastrophes écologiques ou politiques et est à la recherche de conditions de vie meilleures dans un autre pays. L'ampleur des mouvements migratoires est la preuve patente que la politique classique de développement des pays industriels a échoué. En dépit d'une coopération au développement poursuivie depuis plus de 30 ans, les conditions de vie dans les pays pauvres de l'hémisphère Sud ne se sont pas améliorées. A cela une autre raison, la négligence des facteurs culturels dans les pays en développement et l'intolérance qui engendre la répression. L'exemple de l'Afrique en particulier est là pour montrer que l'aide au développement ne doit pas se concentrer uniquement sur l'économie. L'aspect culturel occupe une place importante.

Des enquêtes effectuées auprès de nouveaux réfugiés ont révélé que la télévision p.ex. a donné à de nombreux migrants une fausse image du pays vers lequel ils ont fui.

A quoi il faut ajouter que la marginalisation économique du Tiers-Monde résultant de la crise de l'endettement a aussi réduit l'intérêt commercial voué à la politique de développement. Une centaine de pays en développement sont devenus pour le Nord économiquement inintéressants, tant comme marchés d'exportation que comme aires d'investissement.

La politique de développement est considérée comme une politique préventive de sécurité et un instrument de la gestion globale des crises. Si les guerres, la violence exercée par les Etats contre les individus, la destruction de l'environnement née de la pauvreté de masse et la recherche de travail sont les causes générales des migrations, seule une politique de paix préventive de même qu'une politique de développement axée sur la protection de l'environnement et la satisfaction des besoins sociaux sont en mesure de combattre ces causes.

L'exemple du Rwanda montre que la production massive de réfugiés ne peut être contrée que par des opérations de maintien de la paix, et au besoin par des opérations de rétablissement de la paix. L'espoir qu'un accroissement de l'aide au développement suffira à combattre les causes des mouvements de réfugiés s'avère "extrêmement illusoire".

Ni la démocratie, ni l'économie de marché ne peuvent garantir l'existence du petit paysan. Il importe bien plutôt de transformer l'ordre économique

mondial en une “économie sociale de marché” globale, accompagnée d’un désendettement des pays en développement. La création d’emplois assurant une existence décente reste néanmoins le problème-clé de la politique des migrations et de la politique de développement.

En Afrique, la colonisation s’était substituée ou alliée au régime féodal. Par l’administration directe ou indirecte, le régime colonial a pu se maintenir, se développer ou vivre en harmonie avec le système féodal, au détriment des masses, tout en introduisant des rapports capitalistes.

Dans les années soixante des indépendances massives, la libération politique de certains pays n’a pas coïncidé avec la libération effective de leurs peuples. Indépendants nominalement, ces états ne sont en principe que partisans de la suprématie des intérêts de la classe dirigeante, intérêts qui se manifestent nécessairement comme étant contraires à ceux du peuple.

La plupart des états africains ont ainsi établi des rapports nouveaux avec l’impérialisme et le colonialisme tout en renonçant à la modification des anciennes structures féodales ou coloniales auxquelles leurs classes dirigeantes se sont substituées. Cependant, seules les aspirations issues du peuple, ont des objectifs rationnels parce que démocratiques et intimement intégrés aux courants d’évolution et de développement social de l’humanité. Il est bien vrai que si les objectifs ne sont ni rationnels ni démocratiques, l’intérêt personnel, les considérations ethniques ou même religieuses ainsi que les vieux préjugés de caste jouent un rôle considérable.

Dans l’ancien Congo-Kinshasa, le néo-colonialisme avait trouvé une situation déjà mûre pour une pratique favorable. En effet, la naissance d’une couche importante de la petite bourgeoisie nationale enrichie par la pratique régulière de la corruption, du marché noir et du pillage des richesses nationales, favorisa la domination, l’oppression et l’exploitation de ce pays par les anciennes puissances coloniales. Parallèlement, la montée de la petite bourgeoisie oisive, dans les conditions imposées par la domination impérialiste, a provoqué la chute d’une multitude de congolais, acculés à vivre médiocrement, sans travail, ou forcés à demander l’aumône pour entretenir des parents dans la misère.

La désorganisation de l’économie nationale due aux pressions économiques exercées par les monopoles a créé dans les campagnes, des conséquences fâcheuses. Désormais, les paysans ne furent plus capables de s’adonner à l’agriculture, à l’élevage, en raison des prix d’achats des produits de première nécessité et du coût trop élevé des transports. Il s’est créé, parallèlement à ce marasme économique, une différenciation sociale très accentuée. La petite bourgeoisie adopta une vie de luxe et de débauche au point qu’il lui fallut

vider les caisses publiques et recourir à l'assistance technique de l'occident. Cette couche fut en butte, d'un côté à l'opposition de ceux qui subissaient le malheur national et la misère sociale, de l'autre, à l'hostilité de groupes envieux du pouvoir. La lutte sourde ainsi entamée a poussé la petite bourgeoisie à se comporter sur le plan politique en agent conscient de ses intérêts et à chercher à sauvegarder pour longtemps, ses privilèges par l'établissement d'un pouvoir de domination. Ainsi est née la dictature imposée par l'utilisation des méthodes les plus brutales, abolissant les formes les plus élémentaires de la vie démocratique.

Telles sont entre autres les causes qui ont milité en faveur de la naissance du mouvement insurrectionnel -/e *CNL* (Conseil National de Libération) – de 1963 à 1965. Le peuple congolais désireux de voir les autorités établies répondre à ses revendications, s'est heurté tragiquement à la répression de l'armée.

Tout cela doit être placé dans le contexte mondial où les forces impérialistes constamment affaiblies se trouvent obsédées par le besoin de créer et de perfectionner les assistances techniques et militaires pour consolider les pouvoirs antipopulaires et antidémocratiques.

Le mouvement insurrectionnel de 1963-65 apparaît donc comme l'aboutissement des contradictions qui, dès 1960, ont surgi au sein de la petite bourgeoisie entre, d'une part, les forces progressistes du mouvement nationaliste symbolisé par Patrice-Emery Lumumba et les différentes fractions de la coalition antilumumbiste, d'autre part.

Cette crise de 1960-61 devait se prolonger jusqu'à 1963 et aboutir à la dissolution du premier parlement élu. Ces événements sont le résultat du pourrissement d'une situation politique.

Des solutions ont été tentées pour résoudre cette crise, mais la faiblesse fondamentale de toutes les solutions envisagées était d'avoir été pensées par d'autres que par les congolais eux-mêmes.

Tentant de résoudre à sa façon la crise, le peuple congolais renonça à la résignation et passa d'une protestation verbale à une revendication armée: le C.N.L. vit ainsi le jour.

L'histoire nous apprend qu'une insurrection ne se généralise que lorsque les conditions sociales sont mûres. Autrement dit, dans le cas où le peuple ne peut plus continuer à vivre dans un silence complice et finit par protester en prenant les armes pour faire triompher ses revendications.

Dans cette Afrique où le néo-colonialisme s'est implanté presque partout, et sous diverses formes, on entretient volontairement un décalage entre les

besoins et les possibilités matérielles et humaines dont le Continent dispose pour sa libération effective.

En effet, les besoins sont immenses, les revendications sont toutes fort légitimes et méritent d'être satisfaites de toute urgence alors que les moyens sont très réduits. Ce décalage entre ce qui est possible et les immenses besoins de la population pourrait donner lieu à un déséquilibre politique, moral et social, s'il manquait dans les pays intéressés une liaison intime et directe entre le gouvernement et le peuple. Car seule cette liaison permet de dégager la ligne correspondant à l'intérêt général. Elle permet aussi de démontrer avec le plus d'efficacité possible, la nécessité de l'apport de chacun, afin que ce déséquilibre entre les nécessités primaires et les moyens puisse être liquidé au profit de la satisfaction progressive de tous les besoins de la population.

Et aussi lorsqu'un dictionnaire africain affirme que "*pour chaude que soit l'eau de la source, elle ne cuira pas ton riz*", il énonce avec une singulière simplicité un principe fondamental aussi bien de physique que de science politique. C'est dire que le déroulement d'un phénomène en mouvement, quelque soit son conditionnement extérieur, dépend principalement de ses caractéristiques intérieures. Et sur le plan politique, même si la réalité des autres est plus belle et attrayante, notre propre réalité ne peut être vraiment transformée que par sa connaissance concrète, par nos efforts et par nos propres sacrifices. Il est bon de se rappeler, dans le cadre de pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique Latine, où les expériences et les exemples abondent, que si grande que soit la similitude des cas en présence et l'identité des ennemis, la libération nationale et la révolution sociale ne sont pas des marchandises d'exportation; elles sont -et chaque jour davantage- le produit d'une élaboration locale, nationale, plus ou moins influencées par des facteurs extérieurs, favorables et défavorables mais essentiellement déterminées et conditionnées par la réalité historique de chaque peuple et consolidées par la victoire ou la solution correcte des contradictions internes entre les diverses catégories qui caractérisent cette réalité.

Le défaut d'idéologie concise, au sein de certains mouvements de libération nationale -ce qui se justifie à la base de l'ignorance de la réalité historique que ces mouvements prétendent transformer- constitue une des plus grandes, sinon la plus grande faiblesse de lutte anti-impérialiste.

Les militaires africains qui semblent "avoir abordé" quelques-unes des nombreuses questions que les régimes parlementaires et présidentiels des première et deuxième Républiques n'ont pu résoudre, ne sont cependant pas parvenus à trouver de solution aux véritables problèmes: celui du tribalisme,

Comunicações

celui du sous-développement économique et social et celui de la vie démocratique parmi tant d'autres.

Ces problèmes, seuls les ouvriers, les intellectuels, les paysans, les étudiants et tous les progressistes, groupés autour d'un fort mouvement révolutionnaire d'avant-garde, pourront alors en venir à bout.

*Prof. Dr. Etienne-Richard MBAYA
(Faculté de Droit de l'Université de Cologne)*